Nations Unies DP/DCP/TKM/4

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
27 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025
25-28 août, New York
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour le Turkménistan (2026-2030)

Table des matières

Page

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2

II. Priorités du programme et partenariats 4

III. Administration du programme et gestion des risques 9

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme 11

Annexes

A. Cadre de résultats et d'allocation des ressources 12

B. Plan d'évaluation chiffré

25-10629 (F) 070725 230725

Merci de recycler

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. Pays sans littoral d'Asie centrale, le Turkménistan est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui compte plus de 7 millions d'habitants. Sa population est très jeune, avec un âge médian de 28,7 ans[1], ce qui présente à la fois des avantages et des inconvénients. Le Gouvernement donne la priorité à la stabilité politique et économique et considère sa neutralité reconnue comme le fondement de ses relations avec les autres pays. Le Turkménistan reconnaît l'importance des plateformes de l'Organisation des Nations Unies (ONU) au service du dialogue sur les droits humains, et des progrès remarquables ont été accomplis dans le renforcement du Bureau du Médiateur et du statut des femmes. Le pays jouit d'un vaste secteur des hydrocarbures, qui sert de moteur à la croissance économique, puisque les recettes issues du pétrole et du gaz représentent 80 % du total des exportations[2]. L'indice de développement humain du Turkménistan est de 0,764, ce qui le place dans la catégorie des pays à développement humain élevé, en 95e position sur 193 pays[3]. Le Turkménistan a révisé ses contributions déterminées au niveau national et s'est engagé à réduire ses émissions de 20 % d'ici à 2030.

2. Au cours des 20 dernières années, le produit intérieur brut par habitant (en dollars des États-Unis courants) a plus que quintuplé, pour atteindre 8 536,1 dollars en 2023[4]. Toutefois, les dépenses dans des domaines essentiels du développement humain tels que les soins de santé et l'éducation (6,3 % du PIB en 2023)[5] soulignent la nécessité d'une approche équilibrée entre les investissements dans les infrastructures et dans le capital humain.

3. Plusieurs facteurs limitent la capacité du pays à lutter plus efficacement contre les inégalités, dont la disponibilité de données cohérentes et ventilées. Les femmes et les filles, les jeunes, les personnes handicapées et les chômeurs et chômeuses sont généralement considérés comme les plus susceptibles d'être laissés pour compte[6]. Pour assurer une répartition équitable des bénéfices de la croissance économique, il est indispensable d'améliorer durablement la qualité et l'accessibilité des principaux services publics, en particulier dans les zones rurales. Il est essentiel d'améliorer la formation professionnelle et de développer l'aide à l'emploi pour les jeunes, les femmes et les chômeurs et chômeuses pour stimuler la participation à la vie économique. Le manque de perspectives pour ces groupes réduit considérablement leurs chances de trouver un emploi et d'améliorer leurs moyens de subsistance, ce qui se traduit par des niveaux élevés d'emploi informel ou de chômage, de violence à l'égard des femmes et de faible représentation dans les institutions publiques et les entreprises[7]. Les années à venir seront déterminantes pour faire avancer la mise en œuvre des engagements du pays en matière de droits humains.

4. Les effets des changements climatiques (coups de vent, inondations, sécheresses, dégradation des sols et pénurie d'eau) mettent en péril les biens et les moyens de subsistance, en particulier dans les communautés rurales et agricoles et dans les groupes à faibles revenus, pour lesquels il est particulièrement difficile de se remettre d'une catastrophe.

---

[1] https://www.stat.gov.tm/en/population-census
[2] Estimations de l'ONU basées sur les données du Ministère des finances et de l'économie et du Comité d'État de la statistique du Turkménistan.
[3] Rapport sur le développement humain 2024/2025.
[4] Comité d'État de la statistique du Turkménistan.
[5] Équipe de pays des Nations Unies au Turkménistan, Analyse commune de pays, 2024.
[6] Ibid.
[7] Ibid.

5. Le Gouvernement s'est engagé à relever ces défis dans le *Programme national pour le développement socioéconomique du Turkménistan 2022-2052* intitulé *Revival of a New Era of a Powerful State* (*Revitalisation d'une nouvelle ère d'un État puissant*), ainsi que dans des stratégies nationales sectorielles. À court terme, le *Programme du Président du Turkménistan sur le développement socioéconomique du pays pour 2022-2028* fournit un cadre de développement national à moyen terme qui renforce le Programme national pour le développement socioéconomique du Turkménistan 2022-2052[8]. Selon l'évaluation intégrée rapide menée en 2022, 85 % des objectifs de développement durable ont été intégrés dans les programmes et stratégies de développement nationaux et sectoriels du Turkménistan[9]. Le pays a procédé à une analyse des lacunes dans la réalisation des objectifs de développement durable, qui a permis de définir 10 objectifs prioritaires[10] en vue d'une intervention rapide dans le cadre de l'engagement national du Turkménistan en faveur de la transformation des objectifs de développement durable[11].

6. Selon l'évaluation indépendante du programme de pays[12], le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a su se positionner comme un partenaire de longue date et de confiance du Gouvernement, en s'appuyant sur ses avantages concurrentiels : une capacité de mise en œuvre considérable, un réseau mondial et un esprit de neutralité. Le PNUD soutient les réformes politiques, l'innovation et le renforcement des capacités. Il a contribué à l'amélioration des résultats en matière de santé tels que la baisse des taux de tuberculose, d'hépatite virale et d'autres maladies infectieuses ou non transmissibles, l'amélioration de la santé maternelle et infantile et le renforcement global du système de santé. Le PNUD a également contribué à améliorer la préparation aux pandémies et l'accès à des services de santé de qualité dans les zones reculées. Le soutien au programme national de numérisation a conduit à l'introduction de services de gouvernance électronique tels que l'inscription des entreprises au registre du commerce, les opérations d'import-export et les services de banque mobile. Le PNUD a facilité l'évaluation des capacités du Bureau du Médiateur avant son accréditation auprès de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme. L'évaluation a relevé avec satisfaction les activités du PNUD en matière de gestion durable des déchets et de réglementation sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le PNUD a également soutenu la préparation de la première contribution déterminée au niveau national du Turkménistan et a contribué aux efforts de plaidoyer qui ont conduit le pays à rejoindre le Pacte mondial sur le méthane[13].

7. L'Évaluation indépendante du programme de pays a également mis en évidence des pistes d'amélioration, notamment le renforcement des travaux pluridisciplinaires (notamment ceux portant sur la santé et le climat et la gouvernance et le climat), l'amélioration de la préparation aux catastrophes dans le secteur de la santé et le soutien aux écosystèmes, à la biodiversité et à la croissance verte. Parmi ses autres recommandations figurent le renforcement de la protection des droits humains et de l'état de droit ; l'amélioration de l'accès aux données et de leur transparence pour le suivi des objectifs de développement durable ; le soutien à la mise en œuvre du cadre de financement national intégré et la recherche de partenariats avec les institutions financières internationales pour soutenir les réformes nécessaires ; la mise en place d'un plus grand nombre de programmes conjoints avec les entités des Nations Unies ;

[8] Équipe de pays des Nations Unies au Turkménistan, Analyse commune de pays, 2024.
[9] Ibid.
[10] Objectifs 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 13 et 16.
[11] Équipe de pays des Nations Unies au Turkménistan, Analyse commune de pays, 2024.
[12] Turkménistan : Évaluation indépendante du programme de pays. PNUD, Bureau indépendant d'évaluation, 2024.
[13] https://opendevelopmentcambodia.net/tag/national-internet-gateway-nig/#!/story=post-159521

la pérennisation de l'ensemble du programme pour qu'il soit à la hauteur des succès remportés dans le secteur de la santé. À la lumière de l'ambition du pays en matière de transformation numérique, il apparaît que des efforts majeurs seront nécessaires pour améliorer l'habileté numérique et l'état de préparation à l'ère électronique.

8. Pour soutenir l'accélération des progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable, le Gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies ont convenu d'un plan d'action qui s'inscrit dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2026-2030. Il porte sur trois domaines prioritaires : la gouvernance et la croissance économique ; l'environnement, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets ; le développement social et le bien-être. Le soutien des Nations Unies reposera sur des programmes conjoints et collaboratifs. Un conseil consultatif stratégique de haut niveau entre le Turkménistan et l'ONU favorisera la coopération stratégique sur des initiatives de développement communes, tandis qu'un comité directeur composé de représentantes et de représentants du Gouvernement et du Plan-cadre de coopération assurera la supervision technique de la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération.

9. En tant qu'entité chef de file, le PNUD joue un rôle prépondérant dans les résultats du Plan-cadre de coopération et dans les efforts nationaux de numérisation, la protection de l'environnement, l'action climatique, le renforcement du système de santé et la promotion de la croissance économique. Il soutient également la promotion des droits humains et de l'état de droit.

10. Dans le cadre du nouveau programme de pays, le PNUD contribuera à tous les domaines prioritaires et à toutes les réalisations du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Le soutien du PNUD aux efforts nationaux de transformation numérique sous-tendra tous les piliers du Plan-cadre de coopération, offrant des opportunités de collaboration avec d'autres entités des Nations Unies dans la conception de services et de solutions numériques dans tous les secteurs. L'innovation occupera également une place centrale, notamment grâce à l'introduction de nouvelles technologies et approches pour relever les défis de la réduction des risques de catastrophes et de l'adaptation, ainsi que pour améliorer la fourniture de services de santé et de protection sociale. Le PNUD s'appuiera sur ses efforts de promotion d'un cadre de financement national intégré pour orienter le financement du développement vers les priorités nationales de développement, en s'appuyant sur un cofinancement continu de la part du Gouvernement.

II. Priorités du programme et partenariats

11. La vision globale sous-tendant le programme de pays est de contribuer à la résilience du pays et au maintien de sa stabilité en améliorant la santé et le bien-être social de sa population et en modernisant les institutions et systèmes de développement clés, de manière à accélérer les progrès vers la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement nationaux. La théorie du changement établit des liens de causalité entre d'un côté les investissements dans la réforme de l'administration publique, la transformation numérique, la diversification de l'économie et la gestion des ressources naturelles résiliente face aux changements climatiques, et de l'autre l'autonomisation des groupes vulnérables, le renforcement de la résilience des institutions et des communautés et un accès équitable aux services sociaux et de santé. Cette transformation suppose un engagement politique continu, un engagement de la société civile, des partenariats multisectoriels et des investissements publics soutenus – en faveur des femmes, des jeunes, des ménages à faibles revenus, des personnes handicapées et des populations rurales. La conception du programme s'est appuyée sur une série d'exercices analytiques qui ont servi de

base aux consultations avec les homologues gouvernementaux, les acteurs de la société civile et du secteur privé, les représentants de la jeunesse, les organismes des Nations Unies et les partenaires de développement internationaux.

12. La collaboration du PNUD avec le Gouvernement s'est considérablement élargie dans le cadre du programme de pays actuel, notamment grâce aux cofinancements dans les secteurs de la santé et de la gouvernance, ce qui témoigne de la confiance croissante accordée au PNUD en tant que partenaire de développement de premier plan. À l'avenir, et compte tenu du fait que le Turkménistan est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le PNUD s'appuiera sur la réussite des cofinancements pour conclure un accord de financement stratégique formel, qui constituera la pierre angulaire de l'approche du PNUD en matière de promotion des priorités de développement durable, tout en renforçant l'appropriation du programme par le pays et en encourageant un partenariat à long terme axé sur les résultats. À cette fin, la coopération en matière de santé et de gouvernance privilégie la transformation des systèmes au moyen d'une approche par portefeuille, en mettant l'accent sur la transformation numérique, où des outils innovants ont permis de cartographier l'écosystème numérique et de définir les points d'entrée d'un ensemble cohérent d'interventions alignées sur les priorités nationales. L'approche par portefeuille permettra de concevoir des interventions dans le secteur de la santé et d'en optimiser l'efficience, l'efficacité et la cohérence. Le PNUD s'appuiera également sur les partenariats existants avec le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le climat et le Fonds mondial, tout en approfondissant sa collaboration avec d'autres fonds verticaux afin de soutenir le potentiel des programmes du PNUD à relever les défis environnementaux du pays de manière intégrée.

13. Le PNUD renforcera les partenariats avec les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et la Banque islamique de développement, en vue de soutenir le développement des infrastructures, la desserte numérique, la croissance du secteur privé et les efforts d'adhésion du Turkménistan à l'Organisation mondiale du commerce. Le PNUD consolidera également des partenariats clés pour faire avancer des domaines essentiels tels que l'autonomisation des femmes avec l'Union européenne, l'innovation urbaine et la résilience aux catastrophes avec le Japon, et la croissance économique durable avec le Royaume-Uni. Le PNUD intensifiera la collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies en poursuivant les efforts conjoints et en créant des synergies afin d'obtenir des résultats plus solides et plus probants. Le PNUD continuera à soutenir le mécanisme de coordination des partenaires de développement de l'équipe de pays des Nations Unies en coprésidant les groupes thématiques sur l'environnement et le climat et sur l'économie et les finances.

Bonne gouvernance et diversification de la croissance économique

14. Selon la théorie du changement, des initiatives globales de renforcement des capacités seront nécessaires pour moderniser la formation de la fonction publique et pour améliorer les compétences et les connaissances des fonctionnaires et du secteur privé. Des changements systémiques sont également nécessaires pour renforcer les capacités des institutions à répondre aux divers besoins de la société, de sorte qu'elles puissent s'adapter aux enjeux émergents et servir efficacement le public, notamment en améliorant les systèmes de planification et de budgétisation de façon à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et à mieux atteindre les personnes les plus défavorisées.

15. Le PNUD apportera un soutien complet à la politique nationale de transformation numérique, notamment en jetant les bases d'une infrastructure publique numérique et d'un système d'échange de données électroniques, afin d'accroître l'efficacité et la transparence grâce à l'interopérabilité des données. Épine

dorsale de la transformation du système, cette infrastructure permettra la mise en place de services publics numériques interconnectés à travers un système de base commun, pour éviter toute fragmentation. Elle sous-tendra également les efforts du PNUD dans l'ensemble du programme de pays, en soutenant un portefeuille d'interventions numériques liées à la santé et aux services sociaux, à la croissance économique, à la réduction des risques de catastrophe et à la résolution des problèmes environnementaux.

16. Le PNUD contribuera à renforcer le cadre de gouvernance des données numériques afin d'améliorer la collecte et la gestion des données dans tous les secteurs, tout en soutenant l'amélioration des systèmes d'information statistique afin de permettre une collecte de données fiables et ventilées. Cela renforcera la capacité du Gouvernement à élaborer des politiques fondées sur des données probantes.

17. Pour renforcer l'état de droit et la protection des droits humains, le PNUD, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres organismes des Nations Unies, s'efforcera d'améliorer l'efficacité et l'accessibilité du Bureau du Médiateur, conformément aux Principes de Paris et aux recommandations de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme. Il s'agira d'accroître la transparence de ses travaux, de renforcer sa capacité à recenser les violations des droits humains, d'améliorer son engagement auprès de la société civile et des médias, et de renforcer ses capacités institutionnelles à défendre les droits des femmes et à promouvoir des pratiques commerciales responsables et les droits humains.

18. Le PNUD et l'Institut national pour le droit et la démocratie du Turkménistan aideront la Commission nationale interdépartementale des droits humains à mettre en œuvre le Plan d'action national pour les droits humains et à suivre les recommandations de l'examen périodique universel et des organes conventionnels des Nations Unies. Le PNUD contribuera également au renforcement de l'état de droit en prônant la création d'un ordre national des avocats et la mise en place d'un système d'aide juridique unifié afin de garantir un accès équitable aux services publics, en particulier pour les personnes à faibles revenus et les groupes vulnérables.

19. Pour promouvoir une croissance économique plus diversifiée et plus verte, il faudra continuer à mettre l'accent sur la gestion durable des revenus des industries extractives. Cela nécessitera une relation dynamique et tournée vers l'avenir entre les institutions responsables des politiques fiscales et monétaires, du commerce, des banques et du secteur privé. Le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies soutiendront l'amélioration des mécanismes de planification, de budgétisation et de financement afin de favoriser la collaboration et la coordination entre les partenaires de développement.

20. Il est essentiel d'élargir les partenariats commerciaux pour renforcer la compétitivité et la croissance économique. Les outils analytiques et les travaux d'orientation stratégique du PNUD compléteront ceux d'autres partenaires de développement, afin de renforcer les capacités nationales et de faciliter l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. Le PNUD contribuera à améliorer l'infrastructure numérique pour la promotion de l'investissement, le commerce électronique, le marché des valeurs mobilières, les services bancaires et l'écosystème des start-ups, ce qui permettra de faciliter l'accès aux marchés et de soutenir la création d'emplois et la croissance économique.

21. Dans le but de promouvoir des possibilités d'emploi décent pour les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Fonds des Nations Unies pour la population collaboreront pour renforcer les capacités nationales de conception et de mise en œuvre de politiques actives et novatrices en matière de marché du travail et de protection sociale,

y compris celles qui soutiennent une transition verte et juste. Le PNUD encouragera également la modernisation sectorielle et la compétitivité du secteur privé en favorisant le développement d'une économie numérique, innovante et créative. Les femmes seront davantage en mesure de participer à la vie économique et d'acquérir une indépendance financière. Les jeunes bénéficieront d'une plus grande inclusion sociale, seront davantage autonomisés et acquerront des compétences numériques et d'autres compétences demandées sur le marché du travail, ce qui réduira les risques de marginalisation. Les personnes handicapées bénéficieront de services publics plus accessibles et de programmes de formation professionnelle favorisant leur intégration dans la société.

Environnement, atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets

22. Il est essentiel de protéger les ressources naturelles du pays pour soutenir la croissance économique, garantir la sécurité alimentaire et préserver la richesse de sa biodiversité. Pour atténuer les effets de la sécheresse sur l'accès à l'eau et à la terre, le PNUD encouragera une gestion intégrée des changements climatiques et des ressources naturelles afin d'aider les femmes et les communautés locales à s'adapter et à renforcer leur résilience.

23. Selon la théorie du changement, la protection de ces ressources nécessitera des ajustements de la gestion nationale de l'eau, des terres et des zones protégées dans le cadre d'efforts plus larges d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets. Le PNUD collaborera avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Commission économique pour l'Europe et d'autres partenaires afin d'aligner davantage les politiques nationales et les cadres institutionnels sur les conventions et accords internationaux relatifs à la biodiversité, aux émissions de gaz à effet de serre et à la dégradation des terres. Le PNUD favorisera la mise en place d'un système intégré de gestion de l'eau, soutiendra des méthodes d'irrigation efficaces et résilientes, améliorera la gestion des terres cultivées et promouvra des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, dans le but de réduire le gaspillage de l'eau, la salinisation des sols et la dégradation des terres.

24. Le renforcement de la protection de la biodiversité passera par la gestion intégrée des paysages, le renforcement des capacités pour les zones naturelles spécialement protégées, l'expansion des collections biologiques des jardins botaniques et l'adaptation de diverses variétés végétales aux zones arides. Ces efforts comprendront également la restauration du couvert végétal afin d'améliorer la santé des sols et de lutter contre la désertification et l'aggravation de la dégradation des terres.

25. Cette approche intégrée de la planification des terres, de l'eau et de la biodiversité profitera aux agriculteurs et aux petits producteurs, car elle encouragera l'irrigation et les pratiques agricoles durables. Ces efforts visent à réduire les pertes d'eau, la dégradation des sols et les pressions exercées sur les principales zones de biodiversité, tout en permettant aux communautés locales d'acquérir des connaissances sur l'utilisation durable des ressources, de bénéficier du rétablissement de l'accès à la terre et à l'eau, de renforcer leur capacité à améliorer les récoltes et, en fin de compte, d'accroître leurs revenus et leur capacité de résilience.

26. Pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, il faudra réaffecter les subventions et élaborer un plan de transition juste à long terme afin de diversifier l'approvisionnement énergétique et de passer à un modèle sobre en carbone. Le PNUD soutiendra l'élaboration de cadres législatifs et renforcera le dialogue politique grâce à une analyse fondée sur des données probantes qui éclaire

les mesures incitatives en faveur des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique, de l'innovation technologique et du développement des énergies renouvelables. Il s'appuiera sur des initiatives pilotes antérieures pour déployer à plus grande échelle les solutions en matière d'énergie renouvelable, en particulier dans les zones rurales. Le PNUD dirigera les efforts des Nations Unies sur le plan technique pour soutenir la préparation et la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national 3.0. Il contribuera également à dresser l'inventaire des émissions nationales et à en assurer le suivi, à élaborer des mesures de politique générale et à renforcer les capacités, afin d'aligner les objectifs nationaux sur l'Accord de Paris et le Pacte mondial sur le méthane, en établissant une correspondance entre ces engagements et les axes du programme budgétaire. Grâce à des campagnes de sensibilisation, la population découvrira les avantages à long terme des énergies renouvelables et des pratiques d'efficacité énergétique.

27. Le PNUD contribuera à renforcer la résilience nationale et les capacités institutionnelles et communautaires à planifier et à exécuter des mesures de réduction des risques de catastrophe. Il soutiendra la conception d'un nouveau code du bâtiment axé sur la durabilité, l'efficacité énergétique et la résilience face aux aléas climatiques. Fort des acquis en matière de planification de l'adaptation et guidé par les recommandations de l'évaluation des risques et des vulnérabilités et par la stratégie de financement proposée, le PNUD continuera à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan national d'adaptation qui sera aligné sur la contribution déterminée au niveau national 3.0 et sur la Stratégie et le plan d'action nationaux pour la biodiversité. La sensibilisation et le renforcement des connaissances sur les pratiques d'adaptation, la perte de biodiversité et l'utilisation durable des ressources permettront d'accroître la résilience des communautés. Le PNUD consolidera les systèmes d'alerte précoce existants. Il renforcera leur capacité à fournir des informations et des prévisions climatiques aux secteurs public et privé, et améliorera la coordination entre les acteurs nationaux et internationaux chargés de la préparation aux catastrophes et des systèmes d'intervention et de gestion en cas de catastrophes. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale de la Santé, le PNUD intégrera la préparation aux situations d'urgence et la résilience dans les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale.

28. Les efforts récents déployés par le Turkménistan pour appliquer les principes de l'économie circulaire se concentrent sur la sensibilisation du public, la gestion des déchets et l'amélioration de l'efficacité des ressources. Le PNUD travaillera avec le Gouvernement et d'autres organismes des Nations Unies pour concevoir des stratégies, des réglementations et des incitants qui soutiennent un développement sobre en carbone, les énergies renouvelables et une économie verte. Les efforts en matière de gestion des déchets viseront à élaborer une stratégie nationale en la matière et à promouvoir des installations modernes de collecte, de tri et de recyclage, tout en renforçant les mécanismes de réglementation et d'application et en créant des emplois dans le secteur. Le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance promouvront des normes sociales respectueuses de l'environnement, notamment auprès des jeunes, au travers de campagnes de sensibilisation du public et d'un enseignement formel, en vue d'induire un changement de comportement durable.

Développement social équitable et bien-être

29. Le PNUD a fait ses preuves en matière de soutien aux services de santé et de protection sociale au Turkménistan : il a été un partenaire clé du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et a mobilisé des fonds importants auprès du Gouvernement pour renforcer les capacités et mettre en œuvre des programmes nationaux de lutte contre les maladies non transmissibles et infectieuses

et la riposte à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Le PNUD renforcera son partenariat avec le Gouvernement, en mettant l'accent sur le cofinancement afin d'améliorer et d'étendre l'accès aux services de santé et de veiller à ce que le système de soins de santé universel puisse atteindre tous les groupes de population.

30. Pour renforcer les systèmes de santé et de protection sociale, il sera nécessaire de lever les obstacles géographiques, financiers et sociaux au développement et à la fourniture de services de qualité, en transformant le système de santé à travers un portefeuille d'interventions. En partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé, le PNUD s'efforcera de renforcer les capacités des établissements de soins de santé primaires dans tout le pays, d'étoffer et de former le personnel de santé, d'améliorer les outils de santé numérique et d'introduire des technologies modernes de diagnostic et de traitement. Il favorisera également l'instauration de chaînes d'approvisionnement et de services sociaux plus stables et de meilleure qualité. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population, le PNUD renforcera la capacité des institutions nationales et locales à mettre en œuvre des programmes d'aide sociale et des services de proximité pour les femmes, les jeunes et les familles.

31. Le PNUD s'efforcera tout particulièrement d'améliorer la gouvernance du système de santé et de pérenniser l'aide internationale, notamment en ce qui concerne les achats, la gestion des stocks et l'entretien des équipements. Les technologies numériques et innovantes serviront à améliorer les capacités des laboratoires, à intégrer des outils assistés par l'intelligence artificielle, à améliorer la gestion des déchets médicaux, à établir des registres électroniques des patients et à développer l'apprentissage en ligne, tout en préservant la sécurité et la confidentialité des données.

32. Des campagnes de sensibilisation globales axées sur la santé et l'habileté numérique, ainsi que sur la connaissance des services disponibles, favoriseront l'autonomisation des patients. Ces campagnes s'appuieront sur les médias sociaux, des ateliers communautaires et des événements consacrés à la santé des jeunes et des femmes pour faire en sorte que les informations parviennent aux groupes les plus vulnérables.

33. Le PNUD améliorera également la collecte de données et les systèmes de suivi, en vue d'une surveillance solide et d'une alerte rapide, ce qui permettra d'être plus à même de répondre aux futures urgences sanitaires, sur la base des enseignements tirés de la riposte à la pandémie de COVID-19.

III. Administration du programme et gestion des risques

34. Le contrôle du programme de pays se fera dans le cadre de la structure de gouvernance du Plan-cadre de coopération, sous la direction du comité directeur national, coprésidé par le Ministre des affaires étrangères du Turkménistan et le Coordonnateur résident des Nations Unies. Le comité fournit des orientations stratégiques et examine les performances globales du Plan-cadre de coopération et des programmes de pays des différentes entités.

35. La mise en œuvre du programme de pays sera alignée sur le Plan-cadre de coopération, en coordination avec les travaux du groupe de travail national existant pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable, présidé par le Ministre des finances et de l'économie du Turkménistan, de manière à garantir une contribution efficace et cohérente du PNUD. Pour chaque projet, des comités de projet seront créés, conçus et mis en œuvre conformément aux normes sociales et environnementales de l'entreprise. Le PNUD travaillera avec les entités des Nations Unies et d'autres

partenaires pour utiliser la nouvelle façon de travailler, en menant des interventions techniques multisectorielles et mixtes à l'appui des réalisations du Plan-cadre de coopération. Le PNUD encouragera également le programme des Volontaires des Nations Unies à renforcer la participation civique et la mobilisation au niveau local et communautaire.

36. Plusieurs risques potentiels peuvent affecter l'exécution du programme de pays. Les risques de sécurité géopolitique et la vulnérabilité du secteur de l'énergie aux tendances économiques mondiales et aux fluctuations des prix peuvent réduire la marge de manœuvre budgétaire accordée aux priorités de développement. Les sécheresses et les pénuries d'eau peuvent également avoir des répercussions sur les priorités budgétaires nationales et ralentir la réalisation des objectifs de développement durable. Pour atténuer ces risques, le programme prévoit des initiatives visant à promouvoir la diversification économique, l'efficacité énergétique et la résilience.

37. Il existe d'autres risques, tels que le manque de disponibilité et de qualité des données financières et statistiques et le manque de ressources pour les interventions planifiées. Le PNUD renforcera les capacités statistiques, notamment en élargissant les ensembles de données dans la base de données intégrée sur les objectifs de développement durable. Il sera prioritaire de renforcer les statistiques nationales par la numérisation pour élargir la base de données et permettre un suivi efficace des progrès accomplis. Le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure influe sur le potentiel de diversification de la base de ressources du programme. Toutefois, le partenariat avec le Gouvernement reste solide et ambitieux. Le PNUD soulignera l'importance constante de systèmes de santé résilients, de la couverture sanitaire universelle et de la préparation aux pandémies pour aider à préserver les contributions aux ressources. Le PNUD s'engage à garantir l'utilisation efficace des ressources du Gouvernement et de ses partenaires, à démontrer son utilité dans le soutien des priorités nationales et à rechercher des améliorations constantes en matière de rentabilité et de résultats.

38. Le PNUD continuera à surveiller le paysage du développement pour trouver de nouvelles possibilités, notamment en matière de programmation régionale et de partenariat élargi avec le programme des Volontaires des Nations Unies. Des occasions peuvent se présenter de soutenir le pays au travers d'initiatives internationales liées au Programme 2030 et de générer une dynamique nationale en faveur de l'accélération de la réalisation des priorités nationales de développement. La coopération Sud-Sud se poursuivra en tant que modalité de collaboration avec les voisins régionaux intéressés par la manière dont le Turkménistan tire parti de la collaboration avec le système des Nations Unies pour influencer le développement.

39. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

40. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale pourra être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

41. Dans le cadre du nouveau programme de pays, le PNUD adoptera une approche plus intégrée du suivi et de l'évaluation en mettant davantage l'accent sur l'apprentissage, en vue d'établir un cadre plus large de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. Ce dernier s'attachera plus particulièrement à anticiper les besoins futurs au moyen d'une analyse du paysage du développement, qui permettra de déterminer les domaines dans lesquels le programme de pays pourrait apporter un soutien stratégique en temps opportun.

42. Pour contrôler l'exécution de ses interventions, le PNUD utilisera des données officielles ventilées par genre et, le cas échéant, par d'autres caractéristiques pertinentes, collectera des données primaires au travers de rapports de projets, et appliquera des solutions numériques pour élaborer des méthodes innovantes de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du programme.

43. En collaboration avec les partenaires des Nations Unies, le PNUD travaillera avec le Comité d'État de la statistique du Turkménistan, le milieu universitaire et les institutions de recherche en vue d'accroître la disponibilité des données pour le suivi des progrès, notamment par l'amélioration de la base de données intégrée sur les objectifs de développement durable. Le programme de recherche du PNUD, qui fait partie intégrante du cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage, se concentrera sur le renforcement de la base de connaissances nationale dans des domaines tels que les systèmes de santé, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets, et la planification des finances publiques pour l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable.

44. Les évaluations seront stratégiquement planifiées et menées conformément au plan d'évaluation chiffré et devraient déboucher sur un apprentissage stratégique qui guidera l'évolution du programme de pays. Les évaluations porteront sur les interventions du PNUD, leur efficacité et leur capacité à répondre à la dynamique du système dans son ensemble. Elles s'intéresseront notamment aux impacts différentiels des interventions sur les femmes, les personnes handicapées et d'autres groupes spécifiques. Le PNUD utilisera le marqueur de genre institutionnel pour s'assurer que le budget du programme soutient les objectifs d'égalité des genres.

Annexe A

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Sustainable Development Goals: 5, 8, 10, 11, 16, 17

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #1: By 2030, the people of Turkmenistan have access to accountable governance system through improved public administration and strengthened fiscal capacity, based on commitments to human rights, rule of law and gender equality to ensure achievement of the SDGs.

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: *Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive, and digital transitions*

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
Progress towards all 17 SDGs and related targets in % Baseline (2024): 67.13 Target (2030): 100	Source: Sustainable Development Report: SDG Index[14] Frequency: Annually	**Output 1.1: Public administration leverages digital solutions, information, and data systems to deliver public services in a transparent, efficient, and coordinated manner, supporting sustainable development across key sectors.** 1.1.1. Number of public institutions that leverage digital technologies in ways to deliver better services. IRRF E.1.2 Baseline (2025): 3 Target (2030): 8 Source/Frequency: Project reports, national partner reports/Annual 1.1.2. Number of institutions exchanging data over Electronic Data Interchange System, following standards for electronic data transfers. Baseline (2025): 10 Target (2030): 20 Source/Frequency: Project, national partner reports/Annual 1.1.3. Number of civil servants benefitting from capacity-building activities for public administration and digital literacy programs/trainings Baseline (2025): 105 people (101 male, 4 female) Target (2030): 1105 (400 women) Source/Frequency: Project, national partner reports/Annual	Interdepartmental Commission on the implementation of international obligations of Turkmenistan in the field of human rights and international humanitarian law. Institute of State, Law, and Democracy Ministry of Finance and Economy (MoFE), SSC, Ministry of Justice Turkmenaragatnashyk Agency (TAA), Office of the Ombudsman, Academy of Civil Service, State Customs Service, State Bank for Foreign Economic Affairs, Ministry of Environment Protection (MOEP) OHCHR UNFPA International Labour Organization (ILO) Civil Society, Women`s Union Boards of Lawyers, Media	**Regular** **$300,000** **Other** **$6,710,268**
Statistical capacity indicator for Sustainable Development Goal monitoring (statistical performance index) Baseline (2023): 73.8% Target (2030): 100%	Source: State Committee of Turkmenistan on Statistics (SSC) SDG Database Frequency: Annually			
Share of GANHRI recommendations implemented Baseline (2024): received GANHRI recommendations Target (2030): 80% of GANHRI recommendations implemented	Source: OHCHR Frequency: Annually			
Proportion of total government spending on essential services (education, health, and social protection) as % of GDP Baseline (2023): 10.6% Education, 4.7%; Health 1.6%; Social protection 4.3% Target (2030): >15% Education 5%; Health 5%; Social protection 5%	Source: SSC, MoFE Frequency: Annually			

[14] https://dashboards.sdgindex.org/profiles/turkmenistan

		Output 1.2: The Government's national policy and legal frameworks comply with international commitments in the areas of human rights, rule of law, access to justice and gender equality, and are reinforced by implementation mechanisms and institutional capacities. 1.2.1: Percentage of accepted United Nations treaty body recommendations included under Third National Human Rights Action Plan, 2026-2030. Baseline (2025): 70 Target (2030): 80 Source/Frequency: NHRAP assessment report/Annual 1.2.2. Number of people receiving free legal aid. Baseline (2024): None Target (2028): 1500 (at least half are women) Source/Frequency: Boards of Lawyers/Annual **Output 1.3: Evidence-based and rights-centred policies in support of national SDG agenda are in place with adequate budgetary resources planned, implemented, and monitored using disaggregated data.** 1.3.1: Number of policies supported to align public/private finance with the SDGs. IRRF E.3.2 Baseline (2025): 3 Target (2030): 6 Source/Frequency: Project, national partners reports/Annual 1.3.2. Percentage of data sets uploaded to the Integrated SDGs database. Baseline (2024): 73.8% Target (2030): 100% Source/Frequency: Project reports/Annual 1.3.3 Percentage of recommendations implemented from the 2022 Global Assessment of Turkmenistan's National Statistical System Baseline (2023): 0% Target (2030): 25% Source: SSC, UNECE, EFTA/Annual		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Sustainable Development Goals: 2, 8, 9, 11, 17

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #2: By 2030, Turkmenistan will have improved conditions and opportunities for inclusive and sustainable economic diversification and growth

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: *Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive, and digital transitions*

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
Share of foreign trade turnover in GDP (total / without fuel and energy sector), % (proxy result 2.1) Baseline (2023): 31.3% / 12% Target (2030): 40% / 15% Research and development expenditure as a share of GDP, % (Output 2.2) Baseline (2022): 0.14% Target (2030): 0.2% Average annual number of employees of non-governmental sector enterprises and individual entrepreneurs by type of economic activity and gender, persons (Output 2.3) Baseline (2023): - Non-public sector 130,500 (%M/%F to be provided by SSC) - Individual entrepreneurs 102450 (6,6%) M 69,677, F 32,773 Target (2030): annual growth at least 5%	Source: SSC Frequency: annually Source: SDG/ SSC database Frequency: annually Source: SSC Frequency: annually	**Output 2.1: Turkmenistan is better integrated into regional and global trade networks, and the business climate contributes to structural transformation and diversification of the economy.** 2.1.1: Number of initiatives and policy proposals in place for strengthening trade capacity, investment climate, e-commerce, and business environment Baseline (2025): 3 Target (2030): 6 Source/Frequency: Project, national partner reports/Annual 2.1.2. Number of support programmes in place for strengthening the creative and innovative economy Baseline (2024): 1 Target (2030): 3 Source/Frequency: Project, partners reports/Annual **Output 2.2: People equipped with capabilities to access decent, formal, and secure employment opportunities in the sectors of the economy with high employment potential, focusing on women, youth, persons with disabilities.** 2.2.1 Number of initiatives for improvement of formal and informal professional and vocational education, including with the focus on skills for green jobs. Baseline (2025): 1 Target (2030): 6 Source/Frequency: Project reports/Annual	MoFE Ministry of Industry and Construction Production (MoICP) SSC, Ministry of Labor and Social Protection of the Population (MoLSPP), Ministry of Agriculture (MoA), Ministry of Trade and Foreign Economic Relations, Chamber of Commerce and Industry, TAA Union of Industrialists and Entrepreneurs ILO UNFPA Civil Society Media	**Regular:** **$300,000** **Other:** **$1,600,000**

		2.2.2 Number of women, youth and persons with disabilities who gained practical skills in collaboration with local businesses and academia, including skills on green jobs. Baseline (2024): None Target (2028): 700 (women 300; youth 200; persons with disabilities 200) Source/Frequency: UN Multi-Country Programme for Central Asia on Gender-Based Violence/Project reports/Annual		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Sustainable Development Goals: 2, 3, 4, 6,7, 11, 13,15

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #3:
By 2030, Turkmenistan will strengthen natural resource management systems, systematically fulfil its climate change commitments, and the population will become more resilient to climate change and disasters.

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: *Outcome 3: Resilience built to respond to systemic uncertainty and risk*

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
Proportion of degraded land in relation to total land area Baseline: (2023) 17.7% Target: (2030) 17.7% Share of renewable energy sources in total final energy consumption Baseline: (2024): 0 Target: (2030): 10 %	Source: Ministry of Environmental Protection (National Institute of Deserts, Flora and Fauna), Ministry of Agriculture / United Nations Convention to Combat Desertification Frequency: annually Source: Ministry of Energy (MoE) Frequency: Annually	**Output 3.1: Nature and Climate change adaptation and mitigation measures are implemented in accordance with Paris Agreement and other key international and multilateral environmental agreements.** 3.1.1: Number of climate change and nature policies, strategies and measures are developed and implemented in line with the Paris Agreement and other key international and multilateral environmental agreements (IRRF1.1.2) Baseline (2025): 2 Target (2030): 5 Source/Frequency: Government, UNDP/Annual 3.1.2: Amount of solar energy produced for domestic consumption. Baseline (2024): 0 Megawatt Target (2030): 14 Megawatt Source/Frequency: MoE/Annual **Output 3.2: Climate and DRR systems for early warning and disaster risk reduction aligned with the Sendai Framework for DRR.** 3.2.1: Number of people in populated areas covered by updated seismic maps, DRR and early warning measures Baseline (2025): 850,000 Target (2030): 1,000,000 (500,000 women) Source/Frequency: Government/Annual	MOEP, MoA, State Committee for Water Management, Ministry of Energy, Academy of Sciences UNEP UNECE FAO UNICEF UNFPA WHO	**Regular:** **$338,000** **Other:** **$23,906,542**

		3.2.2: Number of public institutions incorporating climate change adaptation strategies. Baseline (2022): 0 Target (2030): 5 Source/Frequency: UNDP/Annual **Output 3.3: The resources management is improved, including through the use of nature-based solutions and the concept of circularity is mainstreamed into policies and practices.** 3.3.1: Number of hectares (ha) of terrestrial and water ecosystems under improved and inclusive management and practices. Baseline (2025): 5,000 Target (2030): 1,137,002 Source: UNDP, MoEP/Annual 3.3.2: Number of people with increased resilience due to sustainable natural resources management. Baseline (2022): 14,890 Target (2030): 25,000 (8,000 women) Source/Frequency: UNDP/Annual 3.3.3: Number of regulatory, planning and policy instruments to promote circular economy that ensure equal opportunities for all. Baseline (2025): 0 Target (2030): 2 Source/Frequency: Government, UNDP/Annual		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Sustainable Development Goals: 1, 2, 3, 4

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #4: By 2030, all people of Turkmenistan, including vulnerable groups, benefit equitably from quality and inclusive health, education and social protection systems and transformative social norms

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: *Outcome 2: No one left behind, centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and human development*

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
Coverage of essential health services Baseline (2023): 88.2% Target (2030): 89% Tuberculosis incidence per 100,000 population Baseline (2023): 27,7 Target (2030): 80% reduction in TB incidence compared with 2015	Source /Agency: Ministry of Health and Medical Industry (MoHMI), SSC, WHO, UNICEF UHC Service Coverage Index (SDG 3.8.1) Frequency: Annually Source: WHO, Global TB report Frequency: Annually	**Output 4.1: Institutional and human capacities of healthcare system are strengthened to ensure universal access to and provision of quality and innovative health services.** 4. 1.1 Number of multi-drug-resistant tuberculosis (MDR-TB) patients enrolled on treatment Baseline (2024): 7,490	MoHMI MoLSPP MoIA SSC WHO National Red Crescent Society	**Regular:** **$300,000** **Other:** **$200,950,432**

Quality inclusive community-based social services are scaled up across the country and the Law on Social Services is implemented in every community. Baselines (2024): 18 etraps (districts) Target (2030); All etraps	Source: MoLSPP Frequency: Annually	Target (2030): 11,790 [15] Source/Frequency: MoHMI/Annual 4.1.2 Treatment Success Rate among DR/TB and MDR/TB: percentage of successful treatment among DR/MDR-TB Baseline (2020 cohort): 60% Target (2030): 85% Source/Frequency: MOHMI/Annual 4.1.3 Number of healthcare specialists trained on diagnosis and treatment of diseases. Baseline (2024): 736 Target (2030): 1,600Source/Frequency: WHO/UNDP/Annual **Output 4.2. Inclusive community-based social services scaled up to meet the needs of vulnerable groups.** 4.2.1. Number of vulnerable people reached by community-based services Baseline (2024): 519 (37 youth; 482 MDR-TB patients) Target (2030): 956 people (187 youth; 250 TB patients) Source/Frequency: Project, national partner reports/Annual		

[15] Targets are available for 2025-2027. For 2029-2030 will be estimated in 2025, and the total target might be updated.